

L'illégitimation des SDF entre donner et recevoir

Une perspective anthropologique sur les personnes sans-abri (XVe arr à Paris)

Wenjing GUO

Cette étude anthropologique porte sur les représentations de l'errance dans la rue et des services sociaux par les personnes sans-abri ; il s'agit de mieux comprendre le refus de services par les personnes sans-abri et de répondre à la question du sens et du rôle des services d'aller vers les sans-abri, telles que les maraudes, dans une perspective de la réinsertion de ces personnes. Cet article essaie de répondre à ces questions à travers une analyse des logiques individuelles des personnes sans-abri, en les replaçant dans les processus de marginalisation et/ou des efforts de « sortie » de cette situation extrême.

La notion de territoire géographique et administratif est traitée d'une manière élargie en tenant compte de la mobilité de ces personnes et de la dispersion des services divers. Le lieu d'accueil d'une association de bénévolat dans le territoire du XVe arrondissement de Paris a été choisi pour saisir un microgroupe social desdits sans domicile fixe, afin de mieux analyser les logiques individuelles et collectives internes et externes parmi un public très hétérogène, qui est mis dans une seule catégorie, celle de SDF. Les rapports interpersonnels au sein de cette association, incluant à la fois les personnes dites usagers, usagers-bénévoles et les bénévoles engagés, permettraient de sortir d'une vision d'autonomisation des personnes sans-abri et nous amèneront dans les réflexions sur la production et le devenir des personnes sans-abri.

Plus de trente entretiens en face-à-face ont été réalisés avec onze usagers de cette association : ceux-ci se sont exprimés d'une façon libre sur leur itinéraire, leurs expériences dans des services différents ainsi que leur vision du secteur social. Ces récits biographiques conjoints à des observations et à la participation aux événements collectifs constituent les matériaux principaux de cette étude. Ils montrent à la fois les contradictions et la cohérence des logiques personnelles des sujets. Dans le contexte actuel, marqué par la crise financière qui a débuté en 2008 et le flux migratoire croissant dans l'espace Schengen suite à l'ouverture des frontières européennes et à l'extension de l'Union Européenne, nous essayons avec cette étude de répondre aux questions suivantes : Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Comment peuvent-ils sortir de la rue ? Quelles sont leurs perceptions de leur situation de précarité et d'errance, ainsi que des services et des institutions visant à les aider à sortir de cette situation ?

Méthodologie et postulat

Cette étude porte sur les perceptions de SDF et des services sociaux en France et se caractérise comme un terrain lointain pour l'anthropologue, compte tenu que je suis Chinoise. L'altérité intervient dans les liens que j'ai avec les personnes sans-abri et pourrait faciliter la prise de contact voire la construction d'un lien de confiance. Etant asiatique dans le secteur social en France, cela suscite assez régulièrement la curiosité de mes interlocuteurs qui cherchaient aussi à comprendre la raison pour laquelle je suis là. Ce désir de comprendre

l'autre, réciproquement, les pousse à me rencontrer et à aller plus loin dans notre rencontre. C'est cette curiosité qui aiderait à l'ouverture des discussions sur des sujets qui les emmènent loin de leur quotidien et qui permettent de préserver leur intimité.

Cependant, venant de la Chine, pays sous un régime politique communiste avec un système de protection sociale complètement différent, je suis particulièrement consciente de l'importance des faits et des repères politiques, sociaux, institutionnels voire culturels dans cette étude. J'ai donc commencé cette étude par des lectures théoriques, participation aux colloques et séminaires et surtout par des visites à un grand nombre de services sociaux œuvrant dans le XV^e arrondissement, y compris les services de maraude des bénévoles et des travailleurs sociaux.

Les rencontres durant les maraudes sont très aléatoires et cette approche d'accès au terrain nécessitait une durée longue et restait fragile. De plus, les rencontres dans la rue pouvaient m'amener à être vue comme une bénévole, une assistante sociale ou une psychologue, mais non une anthropologue. Après des discussions avec les membres du comité scientifique de l'Association Aurore, qui a commandé ce projet d'étude, j'ai choisi une association de bénévolat du XV^e arrondissement comme lieu d'immersion. Ce choix se justifie par son caractère discret face à la population environnante. Ce lieu fixe accueille un public qui y vient, présentant un lien de confiance minimum entre les personnes accueillies et le service. Ce facteur est important pour des acteurs marginalisés et en mobilité et a facilité la construction d'un lien de confiance entre la chercheuse et ses interlocuteurs. De plus, cette association externe me permet de sortir du statut de « salariée » vis-à-vis des personnes qui bénéficient des services de l'Association Aurore, et donc d'échapper à un rapport entre le travail social et le bénéficiaire dans l'imaginaire des gens. En conséquence elle évite de m'enfermer dans une position de bénévole et ouvre donc la parole à une réelle posture anthropologique de proximité et de distant tout à la fois.

Présentons ici cette association que nous appelons l'Association C. Fondée en 2011, cette association de bénévolat offre des services de consigne aux personnes à la rue. L'adhésion à cette association pour en devenir usager passe par un système de sélection. Il s'agit de passer d'abord par une des différentes associations partenaires de l'Association C et d'y obtenir une domiciliation et une recommandation, avant de pouvoir candidater et accéder aux services de l'Association C. Elle est créée par un groupe de militants sur la question de la rue ; parmi celles-ci des personnes sorties de la rue et des maraudeurs bénévoles organisés autour de plusieurs de paroisses du quartier. Accueillant une quarantaine de personnes tous les matins et tous les soirs, l'Association C organise aussi des sorties culturelles, des excursions, des repas collectifs et elle a également recruté une animatrice qui prend en charge des activités diverses pour les usagers.

Pour avoir accès à l'Association C, je me suis présentée en tant qu'anthropologue et ai demandé à être bénévole dans cette association. Ma demande étant acceptée, j'ai cumulé plusieurs positions et statuts. Il est d'autant plus important et primordial d'éclairer ma position en tant qu'anthropologue, qui n'est ni celle d'un bénévole, d'un travailleur social, d'un psychologue, sachant que mon association à ces statuts ou à ces fonctions pourraient m'enfermer dans des représentations a priori des gens et enfermer ainsi les paroles des personnes rencontrées. Cette explication est effectuée lors de chaque rencontre ou demande d'entretiens anthropologique, vis-à-vis des usagers et des bénévoles.

C'est ainsi que j'ai rencontré une dizaine d'usagers ou usagers-bénévoles de l'Association C, tous hommes. Le regard de genre dans cette étude me paraît important : étant une femme dans un milieu majoritairement masculin, mon intérêt pour leur vie et leur histoire fait ces entretiens des moments d'écoute, de reconnaissance, voire de revalorisation de l'image de soi. Leurs itinéraires, avec une grande hétérogénéité et différentes logiques individuelles, circonscrivent la question du SDF d'une manière multidimensionnelle et tissent une logique collective partagée, tout en ouvrant un éventail des questions thématiques : travailleurs pauvres, migrants étrangers, sans papier, exclusion, errance, stigmatisation, légitimité, accès aux droits, catégorisation institutionnelle, etc. Le choix méthodologique fait que mes interlocuteurs sont des personnes très autonomes, ayant d'abord réussi la « sélection » pour arriver à l'Association C et ayant dans un entretien la capacité d'élaborer un discours cohérent sur leurs itinéraires face à une grande liberté d'expression sans questions ni questionnaires prédéfinies par l'anthropologue. Leurs profils nous permettent de comprendre comment les gens dits SDF perçoivent le sens de ce terme et la production d'une catégorie d'exclusion massifiante et stigmatisante, afin d'aborder la question des sans-abri autrement, de leur point de vue, avec leur yeux.

Je vous présenterai dans la suite trois points importants de cette étude.

Rejet de l'altérisation et des catégories stigmatisantes

Ayant des itinéraires très hétérogènes, mes interlocuteurs montrent un rejet de l'altérisation et des catégories négatives et stigmatisantes. Qu'ils considèrent leur vécu à la rue comme choisi ou subi, ils refusent d'entrer dans des catégories ou d'être associés à des termes, souvent liés à une image stéréotypée des SDF : saleté, alcoolique, malade, fou, assisté, réinsertion, asocial, etc.

Par exemple, un de mes interlocuteurs dit : « Je ne suis pas SDF, je suis DF, domicile fixe, parce que je dors toujours au même endroit et les voisins me connaissent très bien et me font confiance. Ils m'ont prêté leur cave pour mes affaires ». L'aspect négatif de ne pas posséder un toit stable est donc gommé et le fait de vivre à la rue dans le même endroit est considéré comme une somme de ressources et non comme un statut marginalisé : car cela fait de lui un repère et l'intègre dans les connaissances interpersonnelles qui l'ont aidé dans son parcours de survie et de sortie de la situation extrême. Ou encore, « je ne suis pas assisté, car j'ai travaillé et j'ai cotisé et j'aide les voisins quand ils ont besoin ». Ce rejet justifie d'une certaine manière leur refus des services tels que le RSA, avec la connotation qu'être bénéficiaire c'est être assisté ; l'AAH (Allocation aux Adultes Handicapés), avec l'interprétation d'un handicap mental donc fou ; ou encore la carte des restaurants solidaires, car « on n'est pas assisté et on peut se débrouiller tout seul ».

Le terme de « réinsertion » a également interpellé mes interlocuteurs, dont un qui était en errance depuis son enfance. Il avait dit : « Le mot réinsertion m'amuse beaucoup. Je ne suis jamais réellement inséré pour être réinséré ». C'est aussi lui qui avait pointé que le travail de rue s'agissait plutôt de « sortir la rue de la tête des gens, et non pas de sortir les gens de la rue ».

Une autre manière de refuser cette catégorisation massificatrice, c'est d'entrer dans la catégorie, afin de pouvoir la dénoncer. Seule une personne parmi ces onze interlocuteurs se dit « avoir été SDF » puisqu'il dormait dehors pendant un moment. L'acceptation de cette

catégorie sert pour lui comme une légitimité, au lieu de s'en différencier, pour critiquer et dénoncer la différenciation des SDF par la société, cette différenciation est pour lui comme la cause de la stigmatisation que les personnes sans-abri subissent. « Il faut que les gens comprennent que les SDF sont comme les autres », insiste-il.

Relégitimation des SDF par renversement dans l'imaginaire de la position hiérarchique et symbolique

Dans la continuité du rejet de la massification négative, aux yeux de mes interlocuteurs, le manque d'individualisation des services sociaux est une des raisons de l'inefficacité du système, qui « traite tout le monde la même chose », selon leur expression. Certaines critiques ciblent cette inefficacité, mettant en avant le sentiment d'être infantilisé et le manque des moyens disposés par eux-mêmes pour s'en sortir, malgré l'offre des services essentiels reçue pour la survie. L'organisation de leur quotidien tourne souvent autour des horaires d'ouverture des services divers partout à Paris et celle-là leur donne un sentiment qu'ils ne peuvent rien faire d'autres que survivre pour vivre à la rue.

« Peut-être ils ne veulent pas que tu t'en sors, car si trop de gens à la rue s'en sortent, ils n'auraient peut-être pas de boulot », expriment certains ; ou encore ils présentent l'engagement de bénévole dans les actions comme une quête d'existence et d'épanouissement personnel, car « ils sont souvent malheureux dans leur vie ». Ils ressentent très bien « le rapport de force », c'est-à-dire « une impression qu'ils sont en haut et moi en bas » selon leur expression. Ce rapport d'hierarchie symbolique contribue à les enchaîner dans une place dépendante d'où ils ressentent une maltraitance par cette position même, par une attitude inappropriée ou un comportement déplacé des personnels des services, ou par impossibilité de rendre au retour.

Ce discours fréquent est très significatif d'une volonté de renverser dans l'imaginaire des gens les positions hiérarchiques entre le SDF et le travail social : si le SDF doit rester à la rue pour fournir du travail au travailleur social, la supériorité symbolique du travailleur social s'écroule et par là même annule l'infériorité du SDF. La même manière s'écroulera la supériorité symbolique des bénévoles si leur épanouissement dépend à la misère dans laquelle le SDF vit quotidiennement. La construction hiérarchique perd de sa légitimité et relégitime le SDF.

SDF, soit une situation de précarité, de pauvreté, de marginalité et d'exclusion, ne constitue pas une identité d'appartenance ou une communauté identitaire aux yeux de nos interlocuteurs. Il ne s'agit que d'un passage, d'un moment de la vie dont ils essaient tous de sortir. Cette condition de pauvreté et de précarité partagée est pourtant construite par la société comme une image négative, stigmatisée, homogène et figée, comme si ces exclus sont nés exclus et devaient le rester. Cette construction sociale accentue la destruction de la singularité de ces personnes, déjà très touchées par la précarité. Comme un écho à cette exclusion sociale, les personnes en difficulté ont une logique d'auto-différenciation de la catégorie de SDF dont ils veulent s'extraire et repoussent les images stéréotypées qui la concrétisent. Le rejet de la catégorisation et de la stigmatisation portées par la catégorie de SDF se traduit chez nos sujets par le rejet des statuts institutionnels (bénéficiaire du RSA), le rejet des rapports qui les mettent dans une infériorité en raison de leur précarité et de leur exclusion, le rejet des services massifiant, le rejet de tous les éléments qui les placent

dans cette catégorie massificatrice et les traitent comme un objet et non pas un sujet. Tous ces rejets sont présentés par eux comme une résistance pour garder leur autonomie, leur subjectivité, leur responsabilité et leur estime de soi, étant donné qu'ils n'ont plus d'autres armes économiques et sociales.

Absence de reconnaissance et sentiment d'illégitimité

Catégorisés par leur situation de misère, de précarité et d'exclusion, les personnes sans-abri ne sont pas reconnues comme un sujet ni comme un membre de la société. J'entends une quête de reconnaissance dans leurs récits, tels que « je suis/travaille comme tout le monde ». Deux exemples de mes interlocuteurs illustrent bien leur quête de la reconnaissance et de l'inclusion dans la société, montrant leur vision diverse sur la critère symbolique de cette inclusion sociale.

L'un parle de son engagement dans l'Association C qui l'a accueilli et l'évolution de son statut qui passe de « usager » à « usager-bénévole » et à la fin « bénévole ». Pour lui, le comptoir de l'association qui sépare les bénévoles et les usagers est une frontière symbolique et imaginaire entre « moi » et « tout le monde », entre les exclus et les normaux, et entre la marginalité et les normes sociales. « Passer à l'autre côté », c'est devenir ou revenir comme « tout le monde », et c'est de se voir inclus dans les normes et dans la société. Passer du statut de « sous-locataire » d'une association à celui de « locataire » signifie également pour lui de finalement pouvoir « être comme tout le monde ».

Le deuxième s'agit d'un homme en situation irrégulière, dit « sans-papier ». Il attend toujours la réponse de sa demande d'asile et se retrouve sans droits dans l'administration. Le fait d'être hébergé par un réseau des bénévoles ne compte pas à ses yeux comme symbole de sortir de la rue. C'est la sortie d'un album, toujours avec l'aide des bénévoles, marque selon lui, la fin de sa vie à la rue et le début de sa deuxième vie où il vit réellement. Son album, imprimé de son nom, signifie pour lui une existence dans la société où il est traité comme sans droits d'exister et de rester. La souplesse que les bénévoles disposent dans leurs actions, en l'occurrence, contraste d'autant plus les contraintes subies par les travailleurs sociaux dans leur travail quotidien, où les normes administratives et institutionnelles viennent freiner les démarches et les actions. Dans ce cas concret, les initiatives citoyennes interviennent dans l'impossibilité d'aboutissement du travailleur social, faisant important cette complémentarité dans les actions. Sans papiers donc sans légitimité institutionnelle, ce manque est comblé par une reconnaissance sociale et donne un sens réel et symbolique à la sortie de la rue aux yeux de cet homme.

La reconnaissance d'une personne, en tant que sujet, dans sa totalité, ne s'agit pas de l'inclure dans une catégorie désignant une situation précarisée extrême que d'autres groupes sociaux souffrent également. Mais l'inclusion symbolique de la société passe, dans les yeux de mes interlocuteurs, par un statut, tels que ceux de locataire, bénévole, ou par la concrétisation d'une existence dans l'impression, telles que la sortie d'un album, ou la parution d'un article journalistique, ou simplement le fait d'être recommandé à une autre association. Cette inclusion symbolique leur permet donc de rompre avec l'image négative d'un SDF, d'un clochard, figée dans une figure alcoolisée avec des problèmes d'hygiène, psychologiques voire des comportements violents.

Dans les onze itinéraires, nous voyons aussi la mise en scène d'associations d'éléments

singuliers dans lesquels les rapports entre légitimité et illégitimité imaginaires pénètrent en permanence les situations de contraintes socio-économiques et administratives. Ces rapports imprègnent cette logique d'auto-différenciation de la catégorie massificatrice de SDF ainsi que leurs perceptions ambivalentes vis-à-vis des services sociaux, du travail social et du bénévolat. Ce rejet accentue un sentiment d'illégitimité dans l'accès aux services, dont ils regrettent souvent la facilité et la gratuité d'accès. La facilité et la gratuité des services, à leurs yeux, pourraient nuire à leur autonomie, et sont ainsi « une tentation dangereuse ». Qu'on leur a rien demandé au retour affirme encore plus cette dangerosité potentielle où ils ont un sentiment de ne pas être utile. Conscients de la marginalité de leur vécu, de l'exclusion subie, de la gêne ressentie par rapport aux autres, ils se sentent illégitimes dans l'accès aux services sociaux, mais en même temps y voient bien la nécessité de ces services pour parvenir à la sortie de la rue. « On m'a rien dû », expriment-ils, « je veux pas être considéré comme un assisté, on nous donne des choses, mais il faut aussi donner ».

Les prestations sociales s'adressent à un sujet qui refuse d'être ce qu'on croit qu'il est, et qui refuse aussi d'être un simple bénéficiaire passif. La légitimation du sujet implique un échange et une réciprocité, en particulier pour les personnes démunies très attentives à l'image d'elles-mêmes dans le regard des acteurs institutionnalisés. Ainsi s'élargissent les décalages et les hiatus entre les visions et les pratiques extérieures « d'aide » et le vécu et la conscience des sujets. La diminution de ces écarts semble une condition *sine qua non* de plus grande efficacité pour les services destinés à des SDF, qui refusent de l'être tout en l'étant au quotidien et dont la demande principale serait peut-être de pouvoir donner pour accepter de recevoir.